

**RÉUNION DE CONSULTATION, DE CONCERTATION ET D'ÉCHANGE
EN VUE DE LA PRÉPARATION D'UN DIALOGUE INCLUSIF ET D'UNE
TRANSITION PACIFIQUE AU TCHAD À L'INITIATIVE DU
GOUVERNEMENT TOGOLAIS**

LOMÉ, DU 21 AU 23 JUIN 2021

Déclaration de Lomé

Préambule

Nous, représentants des groupes politico militaires du Tchad, réunis du 21 au 23 juin 2021 à Lomé en vue de réfléchir sur l'organisation d'une transition inclusive et pacifique au Tchad:

- A- réaffirmant que la confiscation du pouvoir par l'usage de la force, de la terreur et les tripatouillages électoraux à répétition au Tchad rendant impossible toute alternance démocratique sont les principaux vecteurs qui ont conditionné les âmes sensibles à prendre les armes au Tchad dans l'espoir d'instaurer la paix, la sécurité et la stabilité dans le pays ;
- B- convaincus que le Conseil Militaire de Transition et le gouvernement mis en place depuis le 2 mai 2021 n'ont pas répondu aux attentes légitimes des populations tchadiennes, de l'opposition politique, de la société civile, des mouvements politico militaires et de la diaspora tchadienne ;
- C- reconnaissant que le cessez-le-feu est un préalable indispensable pour tout processus de négociations politico militaires en ce sens qu'il permet de commencer et de mener à termes des négociations parfois complexes ;
- D- se fondant sur la nécessité que les parties politico militaires et les forces de l'ordre en présence sur le territoire tchadien s'engagent solennellement à respecter le cessez-le-feu durant toute la période de la transition ;
- E- reconnaissant en outre que les partenaires du Tchad impliqués dans le processus de négociation réclamé par les forces vives de la nation et de suivi de la période transitoire doivent se porter garants du respect de cette cessation des hostilités entre les protagonistes ;
- F- conscient que la libération de tous les prisonniers politiques, d'opinion et de guerre contribuera sans nul doute à apaiser la tension politico sociale et favorisera des échanges plus sereins au cours du dialogue national inclusif que nous appelons de tous nos vœux ;

Déclarons ce qui suit :

- I- nous reconnaissons que le développement durable ne peut être réalisé que dans un environnement de paix, de stabilité, de bonne gouvernance et de respect des droits de l'homme ; nous reconnaissons, en outre, la nécessité de remédier à la situation de crise en cours dans notre pays en prenant acte de l'annonce faite par les autorités de N'Djamena appelant les groupes politico militaires à aller vers un dialogue national inclusif;

- 2- nous affirmons notre souhait de voir le Tchad se doter d'une nouvelle constitution en vue de l'organisation des élections équitables, justes et transparentes ;
- 3- nous recommandons la mise en place d'un nouveau gouvernement de transition à l'issue du dialogue national inclusif en vue d'organiser les futures élections générales crédibles et transparentes dans un délai imparti avec la participation de la société civile, des partis politiques et des groupes politico militaires ;
- 4- nous recommandons également l'organisation d'un dialogue national inclusif, exigence partagée par l'UA, l'UE, les Nations Unies et tous les partenaires du Tchad en un lieu et dans des conditions prenant en compte la question de la sécurité des participants et particulièrement celle des opposants politico militaires ;
- 5- nous exigeons l'arrêt définitif des répressions de toutes les manifestations pacifiques au Tchad ;
- 6- nous demandons la suspension du processus de mise en place du Conseil National de Transition en cours en attendant les conclusions du dialogue national inclusif ;
- 7- nous demandons également au pouvoir de N'Djamena de créer les conditions nécessaires pour amnistier toutes les personnes condamnées pour des faits politiques;
- 8- nous demandons en outre aux autorités de N'Djamena de situer les responsabilités dans les tueries lors des manifestations pacifiques au Tchad, la traduction des coupables en justice et le dédommagement des familles des victimes ;
- 9- nous demandons par ailleurs la mise en place d'un comité pluridisciplinaire représentant des partis politiques, des mouvements politico militaires, des organisations de la société civile, des chefferies traditionnelles, des responsables religieux, et de la diaspora tchadienne. Ce comité devra être chargé de préparer le programme du dialogue national inclusif ;
- 10- nous appelons le régime en place, la Communauté Internationale, les partenaires du Tchad et le Comité International de la Croix Rouge (CICR) à œuvrer pour la libération de tous les prisonniers politiques, d'opinion et de guerre. Le cas des prisonniers de guerre pouvant être traité à travers des échanges de prisonniers et la libération à la suite d'une amnistie générale;

- 11- nous appelons en outre la Communauté Internationale à apporter le soutien nécessaire au peuple tchadien en vue de lui permettre d'instaurer un climat de paix et de sécurité dans le pays ;
- 12- nous invitons enfin les autres groupes politico militaires non présents à la réunion de Lomé à prendre part aux discussions futures en prélude au dialogue national inclusif.

Fait à Lomé, le 23 juin 2021